

EDITORIAL



Par
Gwendal Rouillard
Premier Secrétaire fédéral

Une démocratie oxygénée

A 8 mois de l'élection présidentielle, je trouve utile d'analyser trois champs qui structurent la société française et qui détermineront - à la fois par leurs spécificités et par leurs entrecroisements - le résultat du vote :

- **Le champ citoyen et associatif** : depuis plusieurs mois, nous entendons de très nombreux citoyens exprimer leur désir de renouvellement des idées, des pratiques et des responsables politiques. Ce mouvement, qui ne cesse de se renforcer, exige à juste titre l'ouverture d'un nouveau cycle démocratique.

Une démocratie fondée sur un projet de moyen terme (par opposition à la dictature de l'urgence), une République basée sur une présidence active et désacralisée (qui n'empeche pas la solennité), une reconnaissance légitime du rôle des acteurs sociaux et des citoyens, tels sont les enjeux qui apparaissent aux yeux de beaucoup.

La crise de la représentation implique également de retrouver des marges de manœuvre. Pour conjurer l'impuissance publique, il semble indispensable de reconquérir les leviers de décision et d'action, des collectivités locales aux instances internationales (OMC par exemple) en passant par l'Union Européenne.

- **Le champ syndical** : un projet social-démocrate doit permettre un meilleur équilibre entre la loi et le contrat. Même si la première doit primer en dernier ressort, le politique ne peut plus concevoir seul de définir ses orientations et ses modes d'application. La seconde loi sur les 35 heures et les décrets qui ne viennent jamais illustrent cette réalité.

L'adhésion syndicale, l'accord majoritaire, la réforme de la représentativité (décret de 1966) et du paritarisme, la participation à la définition des politiques (par exemple sur la santé et la protection sociale) doivent permettre l'émergence d'une démocratie sociale digne de ce nom.

Cette dynamique sera d'autant plus forte si les syndicats de cadres, de salariés et d'ouvriers, travaillent collectivement. Ce propos est aussi valable pour les syndicats d'employeurs ; au-delà de nos désaccords, les nuances entre l'UPA, la CGPME et la direction du MEDEF méritent notre attention.

- **Le champ politique** : le Président de l'UMP, qui vient de putscher Anne Parisot, tient le discours de la "rupture". Pourtant, comme l'a rappelé François Hollande à l'Université de la Rochelle, difficile de rompre avec les options qu'ils portent depuis 2002. Nous saurons d'ailleurs le rappeler aux Français...

A droite, les chiraquiens ne sont toujours pas résignés... Et François Bayrou nous rejoue la partition habituelle du Centre. Comme Georges Pompidou le disait lui-même, le "Centre n'est pas au milieu" ; le positionnement de l'UDF depuis 4 ans le démontre, au Ministère de l'Éducation nationale comme au Parlement.

Sans oublier l'extrême droite dont les ressorts demeurent, comptons avant tout sur nous-mêmes. Notre projet, texte préparatoire au programme et aux engagements budgétaires, doit servir à mobiliser et à rassembler la Gauche. Dans ce contexte, nous choisirons de manière sereine le 16 novembre prochain notre candidat(e) à la présidentielle.

Bonnes réflexions citoyennes et bonne rentrée...

Entrée en campagne des socialistes morbihannais

La Fête du Bois du Château a rassemblé à Lorient environ 130 adhérents et sympathisants socialistes le 2 septembre dernier. Elle a marqué l'entrée en campagne des socialistes morbihannais au nom du "devoir de victoire en 2007". Elle a également permis à Françoise Olivier-Coupeau, candidate socialiste aux élections législatives dans la 5^e circonscription, de porter le Projet 2007 et d'affirmer sa vision du Pays de Lorient.

Après l'accueil d'Henri Scanvic et Laurent Tonnerre, Gwendal Rouillard (voir aussi l'éditorial ci-joint) et Norbert Métairie - Maire de Lorient - ont insisté sur la nécessité d'approfondir le Projet pour permettre au Parti socialiste de renouer en 2007 avec les catégories populaires. Ils ont également appelé à la cohérence des partis de gauche et à la sérénité indispensable au choix du candidat ou de la candidate socialiste à l'élection présidentielle le 16 novembre prochain.

Tout en partageant ces propos, Jean-Yves Le Drian - Président de la Région Bretagne - a dénoncé les choix injustes du Gouvernement. Parmi d'autres exemples, il a rappelé ces chiffres : en 4 ans, la droite a investi 1,5 milliard d'euros pour la Prime pour l'Emploi (PPE) et baissé dans le même temps les impôts et cotisations sociales à hauteur de 12 milliards d'euros. Il a aussi exprimé de manière chaleureuse, à l'instar des intervenants précédents, son soutien à Françoise Olivier-Coupeau pour les élections législatives.

La candidate socialiste a fixé l'enjeu : "Soit nous reprenons pour cinq ans d'un gouvernement qui précarise, qui flexibilise,



Jean-Yves Le Drian aux côtés de Françoise Olivier-Coupeau, désignée en juin par les militants pour succéder au Président de Région comme candidate aux législatives sur la 5^{ème} circonscription.

se, qui remet en cause un à un les acquis sociaux, mais qui a su méthodiquement enrichir les siens. Soit nous choisissons l'espoir et nous remettons au centre de nos préoccupations des valeurs telles que la solidarité, la justice sociale, l'intérêt général ; le réalisme et l'efficacité, certes, mais au service de l'humanisme, de cette nouvelle fraternité dont nous avons tant besoin".

Françoise Olivier-Coupeau a poursuivi : "(...) Ensuite, ce sera le temps des législatives. C'est dans neuf mois exactement que se déroulera le premier tour. Neuf mois, tout un symbole, le temps d'une gestation pour donner jour à une nouvelle victoire du Parti socialiste dans la 5^e circonscription du Morbihan. Ne croyez pas qu'en disant cela, je sous-estime la difficulté de la campagne.

Simplement, je sais que nous avons un devoir de victoire, un impératif de réussite."

"(...) Nous savons qu'on peut mener au Pays de Lorient une politique économique dynamique, qui se traduise en termes de progrès collectif ou de qualité de vie. Pour cela, nous devons conjuguer savoir-faire traditionnels et innovation, nous appuyer sur notre tradition ouvrière,

sur nos compétences liées à la construction navale ou aux activités portuaires, en nous diversifiant vers des filières portueuses comme le nautisme, l'électronique, l'image ou encore la transformation du poisson".

"(...) Pour finir, je vous dirai très humblement que j'ai besoin de vous, que rien de tout cela ne pourra se faire sans vous. J'ai relevé le défi difficile de succéder à un homme connu et respecté pour sa compétence et son absence de sectarisme. Mais il n'y a pas de victoire sans l'appui des militants, puis dans un deuxième temps, pas de mandat réussi sans leurs critiques constructives. C'est ensemble que nous gagnerons, ensemble que nous ferons avancer notre territoire, ensemble que nous contribuerons à un vrai changement au niveau national".

6^{ème} Université de rentrée

Berder (Larmor-Baden)
Samedi 16 septembre
9h15-17h30

Santé et territoires

Programme complet et interview de Maria Vadillo (page 2)

Colloque

"Les socialistes dans l'Ouest :

Atouts, spécificités, perspectives

Samedi 30 septembre

Espace Courbet
9h30-17h00

(Programme complet en page 3)

Le programme complet de la 6^{ème} Université de rentrée

Samedi 16 septembre 2006 - Ile de Berder - Larmor Baden

9h15 Accueil - Café et remise du livret de formation aux participants

9h45 Ouverture

Paul Paboef - Secrétaire Fédéral chargé de la Formation des adhérent(e)s - Président de Démocratie et Projets 56 - Maire de Questembert

Introduction - Santé et territoires : quels enjeux ?

François Hada - Délégué national PS - Spécialiste des questions de Santé

10h30 Quelle place pour la santé dans un projet de territoire ?

Atelier A : Vieillesse de la population et enjeux

Intervenant : François Hada

Atelier B : Politique de santé mentale

Intervenant : un praticien hospitalier

Atelier C : Place de l'hôpital et maillage territorial

Intervenant : Un directeur de centre hospitalier de Bretagne

Atelier D : Rôle des villes : concept de ville-santé

Intervenant : Frédéric Béatse - Maire-adjoint à la Ville d'Angers

12h15 Déjeuner

14h00 Conférence - séance plénière
Comment les collectivités territoriales peuvent-elles se positionner par rapport aux enjeux mondiaux de santé publique ?

Entre société du risque et laisser-faire, quelle stratégie politique en matière de prévention, de soins et d'égalité d'accès ?

Présidente : Maria Vadillo - Déléguée à la Santé et Présidente de la Commission des solidarités à la Région Bretagne, Maire adjointe chargée des affaires sociales à la ville de Rennes

Intervenante : Jeanine Pommier - Professeur à l'Ecole Nationale de la Santé Publique de Rennes

Animateur : Nicolas Le Quintrec, Secrétaire de la section de Vannes, Secrétaire Fédéral à l'Emploi, la Formation professionnelle et la Protection sociale

16h30 Conclusion - La santé et le projet socialiste 2007/2008

Gwendal Rouillard - Premier Secrétaire Fédéral du Morbihan

Jean-Yves Le Drian - Président de la Région Bretagne et Député du Morbihan

Il est encore possible de s'inscrire auprès de la Fédération au 02 97 84 84 55 ou par courriel : fede56@parti-socialiste.fr

UNIVERSITE DE RENTRÉE

Santé et territoires

Les collectivités et leurs moyens d'intervention

Maria Vadillo est Déléguée régionale à la Santé à la Région Bretagne et Adjointe en charge des Solidarités à la ville de Rennes. Elle présidera la séance plénière de l'Université d'été, au cours de laquelle interviendra également Jeanine Pommier - Professeur à l'Ecole nationale de la Santé publique à Rennes. Entretien avec Maria Vadillo pour le Rappel du Morbihan...



Maria Vadillo - Déléguée à la Santé au Conseil régional - Adjointe à la Mairie de Rennes en charge des Solidarités - Vice-présidente du CCAS

Quel rôle les collectivités locales peuvent-elles jouer en matière de santé publique ?

En premier lieu, il faut rappeler que les collectivités n'ont pas de compétence spéciale en matière de santé, ce domaine relevant avant tout de la compétence

de l'Etat et de l'Assurance maladie. Les maires disposent néanmoins d'un pouvoir de police sanitaire : ils peuvent, par exemple, procéder à la fermeture d'un restaurant pour des problèmes sanitaires, après demande de contrôle de la DDASS.

Cependant certaines villes se sont saisies des questions de santé de la population, surtout à travers des actions de prévention et d'éducation à la santé, la santé étant ici entendue au sens large, selon la définition de l'OMS¹

La ville de Rennes s'est notamment inscrite dans la démarche du label Ville Santé qui est un engagement à recueillir certains indicateurs en la matière, à mettre en place des actions données, à évaluer ces actions selon une méthodologie particulière et en lien avec les habitants. Rennes s'est dotée d'un service d'hygiène santé, cela lui permet d'exercer ses compétences par exemple sur le bruit, ou sur les



nuisances causées par les animaux. Nous menons par ailleurs des actions volontaristes : ainsi dans le domaine de l'accueil de la petite enfance, très développé, avec beaucoup de crèches, nous avons créé des postes de psychologues pour enfants afin de détecter précocement d'éventuels problèmes, notamment en direction des familles les plus fragiles. Toujours sur la question de l'enfance, nous avons mis en place, sur proposition

du maire, un dispositif de suivi dentaire ; un programme de nutrition (lutte contre l'obésité notamment) a également été élaboré en collaboration avec le Conseil général.

Il y a 20 ans, la ville avait déjà mis en place la Maison de la Santé, qui est un lieu ressource pour les patients, les associations, afin de répondre aux questions, mutualiser les expériences, organiser des manifestations de prévention...

Dans le cadre du label Ville Santé, nous avons également mis en place un Comité consultatif composé de représentants d'institutions, d'associations et de personnes qualifiées dans le champ sanitaire et social. Ce comité est présidé par l'élue à la Santé Clotilde Tascon et fonctionne autour de 3 groupes de travail :
- sur la question de l'accès aux soins des plus démunis, avec la mise en place d'actions phares,
- sur la prévention et la lutte contre les addictions,
- sur la question du "Bien vieillir" autour de la santé des seniors...

Avec une majorité de Gauche depuis 2004, comment la Région Bretagne s'implique-t-elle sur ce dossier ?

Encore une fois il faut rappeler que la Région n'a pas vocation à intervenir dans le domaine de la santé et son budget total est inférieur à celui de Rennes Métropole par exemple. Mais nous avons fait le constat de mauvais indicateurs en

Bretagne. Nous avons notamment repéré un problème de surmortalité précoce liée aux suicides et aux conduites addictives. Nous avons donc affecté un budget pour intervenir en lien avec l'Etat, les villes et les Conseils généraux afin de donner un coup de pouce politique à certains dossiers et pour progresser.

Nous nous sommes engagés sur sept pistes d'actions :

- le financement de l'Observatoire

régional de la Santé, seule mesure qui existait déjà avant 2004,

- le suivi de l'offre de soins : Gildas Dréan - Conseiller régional de Vannes - et moi-même siégeons notamment dans la Commission exécutive de l'ARH (Agence régionale de l'hospitalisation) avec voix consultative,

- la création à terme de 40 postes territoriaux d'animateurs de santé employés par les collectivités, cofinancés par l'Etat, la CRAM, les collectivités

et la Région,

- un appel à projet commun Etat/CRAM/Région dans la lutte contre les addictions et la prévention du suicide,

- le volet santé / qualité de vie du programme Karta dans les lycées,

- le soutien aux missions locales pour intervenir auprès des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle,

- la politique sociale du logement (qualité du logement, logements temporaires...)

Une nouvelle décentralisation devrait-elle accorder aux collectivités plus de compétences et de moyens en matière de santé ?

Je tiens à insister sur le fait que la question des solidarités doit rester une prérogative de l'Etat, qui est garant que tous ceux qui vivent sur le territoire français soient traités de la même manière, et cela vaut pour la santé. Mais il pourrait être intéressant de déléguer aux Régions la mise en œuvre du maillage territorial en termes d'offre de soin. Les actions de prévention peuvent également être déléguées aux Régions : en effet, chaque Région a sa culture particulière, il existe même souvent plusieurs cultures en leur sein. L'échelon régional permettrait en outre de mieux suivre les indicateurs de santé et de bien-être de la population. Cependant, l'Etat doit demeurer le garant d'une bonne péréquation et de la qualité de l'offre de soin.

¹ La santé est un état de bien être total physique, social et mental de la personne (image « positive » de la santé). Ce n'est pas la simple absence de maladie ou d'infirmité.

PROPOSITION DE LOI

Des nouvelles de la laïcité (1^{er} volet)

A La Rochelle, Jean Glavany a soumis à la réflexion des militants l'état d'avancement des travaux du parti en la matière. Parmi les bonnes nouvelles, une proposition de loi "visant à promouvoir la laïcité dans la République", qui sera proposée dès la rentrée au Parlement.



Jean-Marc Paous - Secrétaire fédéral à la Laïcité et à la Culture

L'esprit de cette loi s'attache fortement aux valeurs de notre République, et nous ne confondons pas celle des égaux avec celle de l'ego. Une loi de liberté qui protège la liberté de conscience, une loi d'égalité qui place toutes les convictions spirituelles à pouvoir jouir des mêmes droits, et enfin une loi de fraternité qui constitue le fondement du vivre ensemble, avec toutes nos différences, dans le respect de ces différences, mais "sans que jamais l'une de ces différences ne dicte sa loi aux autres". Son objet : traduire la laïcité au quotidien par des actes concrets. C'est pourquoi cette loi comporte trois volets : la laïcité dans la société, dans les services publics et à l'école.

Dans la société, elle instituera un "Observatoire national de la Laïcité", dont les missions de recherche devront alimenter toutes décisions politiques, un Observatoire chargé de définir une "Charte de la Laïcité", une Charte votée par le Parlement, puis faisant l'objet de sermons solennels lors de prises de pouvoir en mairie, et de l'accès à la nationalité française. Son article 3 traite du problème particulier de l'Alsace-Moselle et du Concordat, dont l'abrogation peut être souhaitable, mais pas brutalement, en tous les cas sans préparation des populations à cette mesure. L'article 4 instaure un service civique obligatoire de 6 mois pour tous les jeunes garçons et filles qui relèvent de l'application vivante du principe de laïcité. Service consacré à des missions d'intérêt général dans les services publics et dans la vie associative, notamment dans les domaines du social, de l'éducation, de l'animation, de l'environnement, de l'humanitaire... Enfin l'application du principe de laïcité étant indisso-

ciable de la lutte contre les discriminations, il sera proposé que la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et les Exclusions (HALDE) statue de façon publique sur les faits portés à sa connaissance, et puisse interroger toute personne de droit privé et public.

De plus cette loi créerait un "Centre de la mémoire de l'immigration". En effet, reconnaître officiellement que la France est riche de ses différences, c'est souligner que la Nation française s'est constituée par les apports de l'immigration tout au long de son histoire. L'article 7 donnerait les moyens législatifs aux entreprises, après négociation avec les partenaires sociaux, de réglementer les tenues vestimentaires et le port de signes religieux, pour des motifs de sécurité, de contacts avec la clientèle et de paix sociale à l'intérieur de l'entreprise. (A suivre...)

Consulter le texte de la proposition de loi sur le site Internet du groupe socialiste à l'Assemblée : www.deputessocialistes.fr

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Convaincre ceux qui n'y croient plus !

Ces prochains mois, la famille socialiste s'attachera à décliner son projet et ses propositions phares. Mais l'enjeu de ces élections sera aussi de considérer les abstentionnistes et les élec-

Deux camps, deux idéologies

Il faudra toucher ces citoyens qui ne croient plus en l'action de son élite dirigeante, voir pire, qui ne sait pas distinguer les différences fondamentales, au delà des propositions, entre les deux camps que sont la droite et la gauche.

Car un choix politique ne se résume pas à élire le camp qui aura trouver la solution la plus efficace face à un problème. Le projet, les propositions de chaque parti sont le fruit de convictions profondes et de visions de la société bien différentes. C'est cela que nous devons faire sentir à nos concitoyens.

Nous devons affirmer que les mesures que nous proposons sont le meilleur moyen selon nous d'approcher la société que nous voulons. Et cette société serait celle qui ne permettrait pas qu'un homme ou qu'une femme soit victime de ses origines sociales et qui offrirait à chacun les moyens de réaliser ses choix de vie.

Nous devons aussi expliquer

quelle est la vision de cette droite capitaliste et libérale qui veut libérer le marché tout en réduisant les libertés individuelles et en récompensant le mérite.

Les extrêmes

La tentation des extrêmes doit aussi nous pousser à faire œuvre de pédagogie et expliquer pourquoi les séduisants partis d'extrême gauche ne sont pas crédibles. Il faut être clair : ils ne veulent pas gouverner ni même participer à un gouvernement de coalition. Alors pourquoi leur apporter des voix ? La seule conséquence serait de voir recommencer le cauchemar de 2002 avec ce raciste sur tous nos écrans de télé le soir du 1^{er} tour. Plus grave, cette fois, nous aurions le choix entre un raciste assumé avec un programme fasciste faisant reculer de 10 siècles les libertés individuelles et un "ultra-libéral ultra-sécuritaire" avec un programme aux conséquences aussi désastreuses quant aux libertés et conditions de vie de chacun.

Ce fameux courage politique

Alors il nous faudra aussi convaincre que nos paroles n'en resteront pas et que notre courage n'en aura pas d'égal. Notre action politique passée en France et dans le monde le montre, nous n'avons pas toujours été à la hauteur face aux vrais enjeux et n'avons sans doute pas assez su résister aux différentes pressions que connaît le monde politique. Chacun voit l'état du monde où l'intérêt des multinationales, comme les firmes pharmaceutiques, prime sur la vie des hommes et des femmes de cette planète. Chacun voit l'état de la France où la rentabilité financière est mieux considérée que les conditions de vie des Français. Il nous faudra donc convaincre que les femmes et les hommes que nous porterons aux responsabilités sauront avoir ce courage.

Gwennan Melscoët Animatrice fédérale

**Site Internet : www.mjs56.org
gwennanmelscoet@yahoo.fr**

Bernard Poignant - Député européen - Président et Porte-parole du BREIS, Ronan Kerdraon - Secrétaire général du BREIS et Stéphane Le Foll - Député européen - Président de l'Union Régionale Pays de la Loire

vous invitent à participer au

Colloque

Les socialistes dans l'Ouest

Atouts, spécificités, perspectives

Samedi 30 Septembre 2006

de 9 h 30 à 17 h 00

Foyer des Jeunes Travailleurs Espace Courbet - 85, rue Amiral-Courbet - 56100 Lorient

Programme

9 h 30 : Accueil des participants

9 h 45 : **Norbert Métairie, Maire de Lorient**

9 h 50 : **Gwendal Rouillard, Premier secrétaire fédéral du Morbihan**

10 h 00 : Cadrage politique : **Bernard Poignant, Député européen, Président et Porte-parole du BREIS**

10 h 15 : Présentation de la journée : **Ronan Kerdraon, Secrétaire général du BREIS**

10 h 30 : Première table ronde : **Les socialistes de l'Ouest face à leur passé : histoire et spécificités**

Christian Bougeard, Professeur d'histoire contemporaine, UBO

Yannick Guin, Adjoint au maire de Nantes

Charles Josselin, Conseiller général des Côtes d'Armor, ancien Ministre

Louis Le Pensec, Sénateur, ancien Ministre

12 h 30 : Déjeuner (sur inscription - adressée prochainement à tous les militants)

14 h 00 : Deuxième table ronde : **Les socialistes de l'Ouest face au 21^{ème} siècle : quel avenir ?**

François Cuillandre, Maire de Brest

Edmond Hervé, Maire de Rennes, ancien Ministre

Marylise Lebranchu, Députée, ancien Ministre

Stéphane Le Foll, Député européen, Président de l'Union Régionale Pays de la Loire

François Prigent, Doctorant Rennes 2, Agrégé d'histoire

16 h 00 : **Mon regard sur les socialistes de l'Ouest : Alain Bergounioux, Secrétaire national**

16 h 30 : Conclusion : **Jean-Yves Le Drian, Président de la Région Bretagne, ancien Ministre**

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 9 septembre - Lorient
Comice agricole et Fête du Sport

Mardi 12 septembre - Lorient
Réunion avec les nouveaux adhérents de la section

Vendredi 15 septembre - Locmaria-Grandchamp

Création de la section intercantonale

Samedi 16 septembre - Berder
Université de rentrée

Mercredi 20 septembre - Nantes

Journées parlementaires PS

Jeudi 21 septembre - Lorient
Conseil fédéral

Actualité

Maréchal nous voilà...

Pour ceux qui douteraient encore des intentions de Nicolas Sarkozy, les choses sont maintenant claires, le mot d'ordre (sic) est : travail, famille, patrie. Le discours du Président de l'UMP à l'université d'été des jeunes de son parti est, à cet égard, parfaitement limpide et tous ceux qui pourraient encore croire aux annonces de rupture et de changement seront confortés dans leurs croyances. Le problème est que le changement annoncé n'est sans doute pas celui que nos concitoyens attendent. La majorité des Français souhaitent une amélioration de leur niveau de vie et une meilleure répartition des fruits de la croissance. Deux exigences que l'on peut qualifier de normales dans une société où les profits de certains n'ont plus de commune mesure avec la réalité économique de notre pays. Or, dans les propositions du petit Nicolas, il est fait état d'augmenter le temps de travail pour espérer gagner plus. Dans de nombreux secteurs de notre économie - et ce malgré des horaires à rallonge - on ne peut pas vraiment dire que les travailleurs concernés constatent une amélioration sensible de leur feuille de paie. C'est très bien d'encourager les jeunes à se prendre en main et de travailler dur, encore faut-il que les emplois et les salaires soient à la mesure de cet engagement. Nicolas Sarkozy se veut maintenant à l'écoute de la jeunesse et porteur d'un projet de rupture avec la politique menée par ces prédécesseurs. Cette volonté serait un peu plus crédible si ce même Nicolas n'avait pas été un membre éminent de plusieurs gouvernements et l'instigateur de nombreuses lois pas très tendres pour la jeunesse française.

Ce n'est pas en mobilisant Johnny et Doc Gynéco à l'occasion d'une université d'été que le candidat putatif de la droite va redorer un blason très largement terni par les politiques engagées par lui et ses amis. Ce n'est pas non plus l'ovation faite à Sarkozy par le Medef qui va améliorer son image auprès des salariés et des chômeurs en buttes avec les fins de mois difficiles. La sécurité, la loi et l'ordre ne sont pas propriétés de la droite, ce sont aussi des valeurs de gauche. Il faut seulement s'entendre sur les modalités d'usage de ces principes. Il ne peut y avoir de différences entre les Français dans l'application de la loi et la droite au pouvoir n'a jamais montré, jusqu'ici, sa volonté de changer sa politique de classe.

Le Cormoran

HISTOIRE & MEMOIRE

Fêtons 1936

Les 70 ans du Front populaire

2006 est l'année de la célébration des 70 ans du Front populaire. A l'initiative de la Ligue de l'enseignement, une "Journée familiale de commémoration du Front populaire" est organisée le dimanche 24 septembre 2006 au Parc de Soye à Ploemeur. Voici le programme de la journée et des divers manifestations organisées dans ce cadre...

10h00 à 12h30 : déplacement familial à Vélo

Pour petits et grands. Départ de Soye puis promenade de Ploemeur jusqu'à "Lorient-Plage" pour partager le verre de l'amitié. Retour à Soye accompagné de voitures d'époque !

12h30 : inauguration de l'Avenue du Front Populaire

Inauguration animée par la Chorale de "Mémoire Ouvrière", en présence de nombreuses personnalités locales.

13h00 : pique nique champêtre

Chacun apporte son repas et sa bonne humeur au pied de l'Orangerie de Soye (abri prévu en cas de pluie).

De 14h00 à 15h30 : table ronde - débat autour de 1936

Débat organisé autour d'échanges entre un intervenant Historien et les membres de partis politiques.



De 16h00 à 17h30 : spectacle - "La folle journée" par la Compagnie Sucre d'Orgue

Tout au long de la journée :

Visites du site par l'association Mémoire de Soye, ateliers d'écriture organisés par la Ligue de l'enseignement.

Expositions :

Le 24 septembre à Soye "Véhicules des années 1930" par l'Avam 56.

"L'héritage de 1936" et "Le Morbihan dans l'entre-deux

guerres" :

- Orangerie de Soye le 24 septembre

- Au mois d'octobre : hall de l'Océanis à Ploemeur

Collectif organisateur, coordonné par la Ligue :

Association Mémoire Ouvrière, Association Mémoire de Soye, Club Léo Lagrange, Ligue de l'enseignement 56,

Parti socialiste, du Morbihan, Parti communiste français, UDB, AVAM56, UDDEN, UNPA.

Coordonnées de la Ligue de l'Enseignement du Morbihan :

51 avenue Chenailier - BP313 - 56103 Lorient - 02 97 21 17 43 - www.laligue-morbihan.org



Fête de la Rose du Pays de Quimperlé-Concarneau

Dimanche 10 septembre 2006

Quimperlé - Prairie St-Nicolas

(route de Toulfoën, au bord de la Laïta)

16h00 : Interventions politiques de Ségolène Royal et des intervenants régionaux

(Programme complet de la journée sur le site Internet de la Fédération du Finsistère : www.ps29.org - Inscriptions closes pour le repas)

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr